

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lac-Beauport

Code géographique : 22040

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Richard Labrecque, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-06-02 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la municipalité de Lac-Beauport et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Lac-Beauport et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Lac-Beauport inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

CPA auditeur, CMA permis de comptabilité publique no A122005
140, Grande-Allée est, bureau 200
Québec (Québec) G1R 5P7

DATE 2015-06-01

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	9 481 872	9 959 035	9 852 984		9 852 984
Compensations tenant lieu de taxes	2	118 972	119 000	129 454		129 454
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 053 705	347 500	347 609		347 609
Services rendus	5	794 827	466 350	729 155		2 075 804
Imposition de droits	6	757 271	728 700	799 514		799 514
Amendes et pénalités	7	73 823	81 000	47 449		47 449
Intérêts	8	139 785	115 000	137 032		137 032
Autres revenus	9	110 249		6 290		6 290
	10	12 530 504	11 816 585	12 049 487		2 075 804
Investissement						
Taxes	11	37 213				
Quotes-parts	12					
Transferts	13	262 557		274 625		274 625
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14			146 666		146 666
Autres	15					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	299 770		421 291		421 291
	18	12 830 274	11 816 585	12 470 778		2 075 804
Charges						
Administration générale	19	1 611 097	1 455 450	1 496 499	88 532	1 585 031
Sécurité publique	20	1 946 724	1 657 790	1 730 866	122 425	1 853 291
Transport	21	2 648 300	2 567 490	2 783 450	576 572	3 360 022
Hygiène du milieu	22	1 860 587	2 006 520	1 843 797	335 627	2 179 424
Santé et bien-être	23	40 336	17 000	10 020		10 020
Aménagement, urbanisme et développement	24	902 684	886 740	860 060	1 115	861 175
Loisirs et culture	25	1 549 463	1 320 395	1 383 687	269 077	2 187 159
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	498 936	471 783	489 680		26 564
Amortissement des immobilisations	28	1 332 993	1 222 651	1 393 348	(1 393 348)	
	29	12 391 120	11 605 819	11 991 407		2 213 723
Excédent (déficit) de l'exercice	30	439 154	210 766	479 371		(137 919)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	439 154		210 766	479 371	(137 919)	341 452
Moins: revenus d'investissement	2	(299 770)	()	()	(421 291)	()	(421 291)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	139 384		210 766	58 080	(137 919)	(79 839)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	1 332 993		1 222 651	1 393 348	39 915	1 433 263
Produit de cession	5	8 500					
(Gain) perte sur cession	6	3 914					
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	1 345 407		1 222 651	1 393 348	39 915	1 433 263
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 258 300)	(1 349 100)	(1 384 800)	()	()	(1 384 800)
	18	(1 258 300)	(1 349 100)	(1 384 800)			(1 384 800)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(15 600)	()	(60 238)	(36 708)	()	(96 946)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	62 563					
Excédent de fonctionnement affecté	21						
Réserves financières et fonds réservés	22	(245 861)	(84 317)	(80 737)			(80 737)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(1 517)		(700)			(700)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(200 415)	(84 317)	(141 675)	(36 708)		(178 383)
	26	(113 308)	(210 766)	(133 127)	3 207		(129 920)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	26 076			(75 047)	(134 712)	(209 759)

[∞] 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	299 770			421 291	421 291
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	()	()	(9 948)	()	(9 948)
Sécurité publique	3	(73 330)	(246 900)	(220 680)	()	(220 680)
Transport	4	(1 327 560)	(2 598 808)	(1 893 668)	()	(1 893 668)
Hygiène du milieu	5	(721 911)	(349 074)	(3 079 050)	()	(3 079 050)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(14 697)	(4 241)	()	(4 241)
Loisirs et culture	8	(209 603)	(50 000)	(96 913)	(36 708)	(133 621)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(2 332 404)	(3 259 479)	(5 304 500)	(36 708)	(5 341 208)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	652 300		2 656 300		2 656 300
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	15 600		60 238	36 708	96 946
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	10 000		36 091		36 091
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	275 699		291 382		291 382
	18	301 299		387 711	36 708	424 419
	19	(1 378 805)	(3 259 479)	(2 260 489)		(2 260 489)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 079 035)	(3 259 479)	(1 839 198)		(1 839 198)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	439 154		210 766		479 371	(137 919)	341 452
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(2 332 404 )	(	3 259 479 )	(	5 304 500)	(36 708)	(5 341 208)
Produit de cession	3	8 500						
Amortissement	4	1 332 993		1 222 651		1 393 348	39 915	1 433 263
(Gain) perte sur cession	5	3 914						
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(986 997)		(2 036 828)		(3 911 152)	3 207	(3 907 945)
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9	7 100					3 833	3 833
Variation des autres actifs non financiers	10					(1 228)	8 201	6 973
	11	7 100				(1 228)	12 034	10 806
	12	(540 743)		(1 826 062)		(3 433 009)	(122 678)	(3 555 687)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(540 743)		(1 826 062)		(3 433 009)	(122 678)	(3 555 687)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(14 868 926)				(15 390 516)	(713 091)	(16 103 607)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	19 153						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(14 849 773)				(15 390 516)	(713 091)	(16 103 607)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(15 390 516)				(18 823 525)	(835 769)	(19 659 294)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	1 100	742 681	41 754	784 435
Placements temporaires	2	98 585	100 933		100 933
Débiteurs (note 5)	3	2 960 916	2 764 433	130 182	2 187 553
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	3 060 601	3 608 047	171 936	3 072 921
PASSIFS					
Découvert bancaire	10	93 726		58 072	58 072
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 500 000	3 859 000		3 859 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	2 391 939	2 921 720	535 716	3 033 176
Revenus reportés (note 12)	13	66 953	54 450	116 115	170 565
Dette à long terme (note 13)	14	14 398 499	15 596 402	297 802	15 611 402
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	18 451 117	22 431 572	1 007 705	22 732 215
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(15 390 516)	(18 823 525)	(835 769)	(19 659 294)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	30 158 736	34 069 888	163 637	34 233 525
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20			7 127	7 127
Autres actifs non financiers (note 17)	21		1 228	12 441	13 669
	22	30 158 736	34 071 116	183 205	34 254 321
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	100 451	(10 687)	(801 201)	(811 888)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	411 478	200 833		200 833
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(15 400)	(16 100)		(16 100)
Financement des investissements en cours	26	(1 448 760)	(3 287 958)		(3 287 958)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	15 689 651	18 329 303	148 637	18 477 940
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	14 768 220	15 247 591	(652 564)	14 595 027

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	439 154	479 371	(137 919)	341 452
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	1 332 993	1 393 348	39 915	1 433 263
Autres					
-	3	3 914			
-	4				
	5	1 776 061	1 872 719	(98 004)	1 774 715
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(188 896)	196 483	(63 896)	476 916
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(341 766)	529 781	81 933	342 119
Revenus reportés	9	(64 202)	(12 503)	8 005	(4 498)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	7 100		3 833	3 833
Autres actifs non financiers	13		(1 228)	8 201	6 973
	14	1 188 297	2 585 252	(59 928)	2 600 058
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	2 332 404 ) (	5 304 500 ) (	36 708 ) (	5 341 208)
Produit de cession	16	8 500			
	17	(2 323 904)	(5 304 500)	(36 708)	(5 341 208)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	652 300	2 656 300	74 734	2 656 300
Remboursement de la dette à long terme	24 (	1 300 200 ) (	1 384 800 ) (	) (	1 384 800)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 500 000	2 359 000		2 359 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	45 026	(73 597)		(73 597)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	897 126	3 556 903	74 734	3 556 903
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(238 481)	837 655	(21 902)	815 753
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	244 440	5 959	5 584	11 543
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	5 959	843 614	(16 318)	827 296

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	2 776 980	2 786 035	2 809 752	1 206 316	4 016 068
Charges sociales	2	574 890	578 190	583 269	161 215	744 484
Biens et services	3	6 291 071	5 678 900	5 866 092	779 713	6 364 294
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	484 483	448 671	454 794	1 500	456 294
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	12 624	23 112	15 681		15 681
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	1 829		19 205	25 064	44 269
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	618 513	697 790	668 951		668 951
Autres	10					
Autres organismes	11	297 737	80 100	69 681		69 681
Amortissement des immobilisations	12	1 332 993	1 222 651	1 393 348	39 915	1 433 263
Autres						
-	13		90 370	110 634		110 634
-	14					
-	15					
	16	12 391 120	11 605 819	11 991 407	2 213 723	13 923 619

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations	
		2014	2013
Revenus			
Taxes	1	9 852 984	9 519 085
Compensations tenant lieu de taxes	2	129 454	118 972
Quotes-parts	3		
Transferts	4	622 234	1 316 262
Services rendus	5	2 523 448	2 323 890
Imposition de droits	6	799 514	757 271
Amendes et pénalités	7	47 449	73 823
Intérêts	8	137 032	139 785
Autres revenus	9	152 956	110 249
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	14 265 071	14 359 337
Charges			
Administration générale	12	1 585 031	1 550 682
Sécurité publique	13	1 853 291	2 061 887
Transport	14	3 360 022	3 202 647
Hygiène du milieu	15	2 179 424	2 167 126
Santé et bien-être	16	10 020	40 336
Aménagement, urbanisme et développement	17	861 175	903 799
Loisirs et culture	18	3 558 412	3 674 454
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	516 244	532 767
	21	13 923 619	14 133 698
Excédent (déficit) de l'exercice	22	341 452	225 639
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	14 253 575	14 027 936
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	14 253 575	14 027 936
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	14 595 027	14 253 575

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	341 452	225 639
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(5 341 208)	(2 439 711)
Produit de cession	3		8 500
Amortissement	4	1 433 263	1 358 545
(Gain) perte sur cession	5		3 914
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(3 907 945)	(1 068 752)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	3 833	1 264
Variation des autres actifs non financiers	10	6 973	17 705
	11	10 806	18 969
	12	(3 555 687)	(824 144)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(3 555 687)	(824 144)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(16 103 607)	(15 298 616)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		19 153
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(16 103 607)	(15 279 463)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(19 659 294)	(16 103 607)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	784 435	63 884
Placements temporaires	2	100 933	98 585
Débiteurs (note 5)	3	2 187 553	2 664 469
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	3 072 921	2 826 938
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	58 072	150 926
Emprunts temporaires (note 10)	11	3 859 000	1 500 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	3 033 176	2 691 057
Revenus reportés (note 12)	13	170 565	175 063
Dette à long terme (note 13)	14	15 611 402	14 413 499
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	22 732 215	18 930 545
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(19 659 294)	(16 103 607)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	34 233 525	30 325 580
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	7 127	10 960
Autres actifs non financiers (note 17)	21	13 669	20 642
	22	34 254 321	30 357 182
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	14 595 027	14 253 575

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	341 452	225 639
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 433 263	1 358 545
Autres			
-	3		3 914
-	4		
	5	1 774 715	1 588 098
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	476 916	(67 047)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	342 119	(153 542)
Revenus reportés	9	(4 498)	(95 947)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	3 833	1 264
Autres actifs non financiers	13	6 973	17 705
	14	2 600 058	1 290 531
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(5 341 208)	(2 439 711)
Produit de cession	16		8 500
	17	(5 341 208)	(2 431 211)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	2 656 300	667 300
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 384 800)	(1 300 200)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 359 000	1 500 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(73 597)	45 026
Autres			
-	27		
-	28		
	29	3 556 903	912 126
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	815 753	(228 554)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	11 543	240 097
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	827 296	11 543

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Lac-Beauport est un organisme municipal constitué en vertu du Code municipal du Québec (LRQ. c. C-27.1).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression "administration municipale" réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Municipalité. Ils incluent également les actifs, passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable, soit le Centre de plein air Lasallien inc. et Les Sentiers du Moulin - Lac-Beauport.

La municipalité de Lac-Beauport fait partie de la MRC de La Jacques-Cartier et de la Communauté métropolitaine de Québec. La municipalité doit acquitter ses quotes-parts des dépenses relatives à ces deux organismes selon son niveau de richesse foncière et doit aussi absorber ses quotes-parts des dettes contractées par ces deux organismes.

1) MRC de La Jacques-Cartier :

Description du mandat et relation avec la Municipalité : Municipalité régionale dont fait partie la Municipalité locale de Lac-Beauport. Les services offerts sont, de façon non limitative, associés à l'évaluation foncière, la géomatique, l'aménagement du territoire, la culture et le patrimoine, le développement économique, la sécurité publique, le schéma de couverture de risque (protection incendie) et la vente d'immeubles en justice.

Description des opérations et valeur des transactions réalisées avec l'organisme :
La municipalité verse différentes quotes-parts à la MRC pour les services offerts soit :

Urbanisme :	196 784 \$
Évaluation :	135 273 \$
CLD :	74 134 \$
Patrimoine :	25 988 \$
Protection publique:	19 639 \$

Plan de gestion des matières résiduelles: 12 932 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Transport adapté:	22 364 \$
Transport collectif:	54 119 \$

Dette attribuable à la Municipalité : 180 902 \$ (206 278 \$ en 2013).

Valeur de l'avoir de l'organisme (actif net) attribuable à la Municipalité : 327 386 \$ (318 937 \$ en 2013).

2) Communauté métropolitaine de Québec (CMQ):

La CMQ a pour mandat d'intervenir dans l'aménagement du territoire, le développement économique et la planification de la gestion des matières résiduelles. En 2014, la municipalité a versé les quotes-parts suivantes:

Gestion du territoire:	39 134 \$
Plan de gestion des matières résiduelles:	7 036 \$

La CMQ n'a aucune dette.

3) Ville de Québec

La ville de Québec a pour mandat de gérer l'épuration des eaux usées de la municipalité de Lac-Beauport par le biais d'une entente contractuelle. En 2014, la municipalité a versé à la ville de Québec une quote-part de 52 114 \$ (57 705 \$ en 2013).

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers consolidés, conformément aux normes comptables, la direction de la Municipalité de Lac-Beauport doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu, que le montant est connu et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti ou du coût propre.

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employées normalement pour fournir des services futurs.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 ans
Machineries lourdes	10 et 20 ans
Ameublement de bureau	10 ans
Machinerie et outillage	10 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et ses services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattache à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers consolidés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Application des recommandations du chapitre SP3410, "Paievements de transfert", traitant de la comptabilisation des paievements de transfert.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Placements et prêts**

Les placements temporaires, constitués de dépôts à terme et autres titres, sont présentés au coût ou à la juste valeur, selon le moins élevé des deux.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2	100 933	98 585
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	435 423	564 639
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 059 003	1 425 063
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	599 269	285 971
Organismes municipaux	8		
Autres			
-	9	93 858	388 796
-	10		
	11	2 187 553	2 664 469
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 207 315	187 444
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32 21 446	19 400
	33 228 761	206 844

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

- 10. Emprunts temporaires**
La municipalité a une marge de crédit autorisée de 1,5M\$ au taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins. Au 31 décembre 2014, la municipalité n'utilisait pas cette marge de crédit.
La municipalité a également une marge de crédit autorisée de 3,859M\$. Au 31 décembre 2014, la municipalité utilisait 100% de cette marge de crédit soit 3,859M\$.

11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 2 186 431	1 767 056
Salaires et avantages sociaux	38 320 769	246 769
Dépôts et retenues de garantie	39 303 722	329 505
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
-	42 222 254	347 727
-	43	
-	44	
-	45	
-	46	
	47 3 033 176	2 691 057

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014	2013
<hr/>			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	9 815	6 004
Transferts	49		23 703
Autres			
-	50		21 650
-	51	160 750	123 706
	52	170 565	175 063
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	3,26	2015	2019	53	15 753 403	14 481 903
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	15 753 403	14 481 903
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(142 001)	(68 404)
					63	15 611 402	14 413 499

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2014</u>	
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2015	64	72	1 882 603	80	89	97	1 882 603
2016	65	73	4 259 500	81	90	98	4 259 500
2017	66	74	2 034 800	82	91	99	2 034 800
2018	67	75	1 434 500	83	92	100	1 434 500
2019	68	76	6 142 000	84	93	101	6 142 000
2020 et +	69	77		85	94	102	
	70	78	15 753 403	86	95	103	15 753 403
Intérêts et frais accessoires				87		104	
	71	79	15 753 403	88	96	105	15 753 403

Note

		2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(19 137 232)	(15 529 147)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(522 062)	(574 460)
Autres	108		
	109	(19 659 294)	(16 103 607)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	5 016 195	138	1 014 569	165		192	6 030 764
Eaux usées	111	5 034 245	139	913 204	166		193	5 947 449
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	17 396 816	140	2 879 955	167		194	20 276 771
Autres	113	2 975 456	141	18 121	168		195	2 993 577
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	10 639 028	143	73 214	170		197	10 712 242
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	1 015 106	145	108 209	172		199	1 123 315
Ameublement et équipement de bureau	118	694 133	146	57 415	173		200	751 548
Machinerie, outillage et équipement divers	119	2 808 560	147	273 613	174		201	3 082 173
Terrains	120	2 529 708	148	2 908	175		202	2 532 616
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>48 109 247</u>	150	<u>5 341 208</u>	177		204	<u>53 450 455</u>
Immobilisations en cours	123		151		178		205	
	124	<u>48 109 247</u>	152	<u>5 341 208</u>	179		206	<u>53 450 455</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	1 789 357	153	125 405	180		207	1 914 762
Eaux usées	126	2 661 986	154	125 856	181		208	2 787 842
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	6 993 836	155	434 920	182		209	7 428 756
Autres	128	1 442 550	156	121 772	183		210	1 564 322
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	2 118 341	158	282 536	185		212	2 400 877
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	598 647	160	97 197	187		214	695 844
Ameublement et équipement de bureau	133	560 642	161	42 907	188		215	603 549
Machinerie, outillage et équipement divers	134	1 618 308	162	202 670	189		216	1 820 978
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>17 783 667</u>	164	<u>1 433 263</u>	191		218	<u>19 216 930</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>30 325 580</u>					219	<u>34 233 525</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236		
Frais reportés			
- Frais payés d'avance	237	13 669	20 642
-	238		
	239	13 669	20 642

Note**18. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée en vertu de contrats échéant à différentes dates jusqu'en 2017, à verser une somme totale de 2 319 776 \$. De ce montant, 1 038 400 \$ a trait au contrat de déneigement des chemins, 1 077 172 \$ a trait au contrat de cueillette et transport des matières résiduelles. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les trois prochains exercices s'élevèrent à :

2015	2016	2017
1 670 602 \$	456 093 \$	193 081 \$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Au 31 décembre 2014, une poursuite est en cours contre la Municipalité de Lac-Beauport. En 2005, une requête a été instituée par Corporation Cape Investissement dans le cadre de la construction d'un bâtiment d'entrepôt. Le dossier est inactif. De plus, la municipalité fait présentement l'objet de poursuites pour un montant d'environ 345 000 \$. Étant donné que ces poursuites sont à des étapes préliminaires et qu'il n'est pas possible d'en déterminer l'issue, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

cet égard.

Finalement, la municipalité fait aussi l'objet de quelques poursuites pour un montant d'environ 240 000 \$. La direction est d'avis que ces poursuites sont non fondées et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

	2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240 784 435	63 884
Découvert bancaire	241 (58 072)	(150 926)
Placements temporaires	242 100 933	98 585
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
-	247 ()	()
-	248 ()	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	253 827 296	11 543

Note**24. Fonds de roulement**

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est établi à 700 000 \$. Le remboursement en capital à effectuer au cours des dix prochains exercices se fera à même les activités financières de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

25. Placements temporaires

Les placements temporaires sont composés de dépôts à terme portant intérêts à des taux variant de 1,25 % à 2,0 %, échéant à différentes dates jusqu'en 2018.

26. Risques environnementaux

Les opérations de la municipalité sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, ses échéances ou ses impacts. Présentement, au meilleur de la connaissance des dirigeants, la municipalité opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception du coût de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé au résultats de l'exercice alors en cours.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 (811 888)	(470 418)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 200 833	411 478
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ((16 100) ) (	(15 400))
Financement des investissements en cours	4 (3 287 958)	(1 448 760)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 18 477 940	15 745 875
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 14 595 027	14 253 575

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17	

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18	
-	19	
-	20	
	21	

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	33 117	140 176
Fonds parcs et terrains de jeux	29	92 965	130 868
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30		
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	73 741	139 424
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
-	34	1 010	1 010
-	35		
-	36		
-	37		
	38	200 833	411 478
	39	200 833	411 478

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	()
Autres		
-	51 ((16 100)) ((15 400))	()
-	52 () ()	()
	53 ((16 100)) ((15 400))	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 () ()	()
	56 ((16 100)) ((15 400))	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 254 032	257 933
Investissements à financer	58 (3 541 990) (1 706 693)	()
	59 (3 287 958) (1 448 760)	()
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 34 233 525	30 325 580
Propriétés destinées à la revente	61	
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 34 233 525	30 325 580
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 15 611 402	14 413 499
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 142 001	68 404
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 () ()	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 ((2 182)) ((97 802))	()
	71 15 755 585	14 579 705
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 15 755 585	14 579 705
	74 18 477 940	15 745 875

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
	<u> </u>	<u> </u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Il s'agit d'un régime de retraite simplifié à cotisations déterminées offert aux employés réguliers. L'employeur cotise selon le même pourcentage que l'employé jusqu'à un maximum de 9 %. L'employé peut ajouter des cotisations dites additionnelles.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u> 207 315</u>	<u> 187 444</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95	5 723	5 133
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	19 287	17 297
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	2 159	2 103
98	21 446	19 400

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale

Dettes à long terme	1	15 738 403
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	3 541 990
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	73 741
-------------------	---	--------

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	522 062
---	---	---------

Autres montants	10	16 100
-----------------	----	--------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	254 032
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	18 414 458
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	15 000
--	----	--------

Endettement net à long terme	16	18 429 458
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	180 902
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	18 610 360
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	18 610 360
---	----	------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2014	2014	2014	2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 745 600	4 699 589	4 208 047
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	181 000	180 342	176 944
Activités de fonctionnement	3	1 701 000	1 690 619	1 684 736
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	4 500	4 667	4 580
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres				
	8			
	9	6 632 100	6 575 217	6 074 307
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	297 000	293 175	327 657
Égout	11	199 000	203 726	183 106
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	684 000	691 249	708 760
Autres				
-Éclairage public	14	16 300	3 676	16 320
-Déneigement	15	1 366 000	1 340 557	1 425 171
-Fosses septiques	16	236 000	247 256	233 354
Centres d'urgence 9-1-1	17	30 000	30 000	28 000
Service de la dette	18	463 260	454 968	470 127
Activités de fonctionnement	19	35 375	13 160	15 070
Activités d'investissement	20			37 213
	21	3 326 935	3 277 767	3 444 778
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	3 326 935	3 277 767	3 444 778
	26	9 959 035	9 852 984	9 519 085

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	54 750	58 303	50 507
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	3 250	3 688	3 632
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	58 000	61 991	54 139
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	12 000	11 670	11 266
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	40 000	45 869	44 606
	35	52 000	57 539	55 872
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	110 000	119 530	110 011
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	9 000	9 924	8 961
	50	9 000	9 924	8 961
	51	119 000	129 454	118 972

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			115 000
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	17 100	33 305	33 305
Enlèvement de la neige	58			17 678
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	6 250		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	6 250		
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	12 500		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	275 000	246 505	246 505
Tri et conditionnement	73			273 000
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		1 451	1 451
Autres	78			1 422
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	6 700	42 645	42 645
Activités culturelles				24 240
Bibliothèques	87	23 700	23 703	23 703
Autres	88			49 496
Réseau d'électricité	89			
	90	347 500	347 609	347 609
				480 836

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2014	2014	2014	2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	242 225	242 225	288 069
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			(25 512)
Activités culturelles				
Bibliothèques	126	32 400	32 400	
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	274 625	274 625	262 557

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			572 869
	138			572 869
TOTAL DES TRANSFERTS	139	347 500	622 234	622 234
				1 316 262

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	5 300	7 507	7 671
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	5 300	7 507	7 671
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	115 000	115 000	
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	115 000	115 000	
Réseau d'électricité	180			
	181	120 300	122 507	7 671

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	15 000	12 919	15 949
Sécurité publique	183		3 865	1 154
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	10 000	255 729	87 378
Hygiène du milieu	190	3 000	46 748	27 180
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			20 040
Loisirs et culture	193	318 050	287 387	2 164 518
Réseau d'électricité	194			
	195	346 050	606 648	2 316 219
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	466 350	729 155	2 323 890
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	78 700	94 311	109 178
Droits de mutation immobilière	198	650 000	705 203	648 093
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	728 700	799 514	757 271
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	81 000	47 449	73 823
INTÉRÊTS	203	115 000	137 032	139 785
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			(3 914)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		146 666	114 163
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210		6 290	6 290
Autres	211			
	212		152 956	110 249

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	200 300	187 572		187 572	187 572	193 730
Application de la loi	2	160 800	260 533		260 533	260 533	186 216
Gestion financière et administrative	3	576 750	581 338	88 532	669 870	669 870	645 242
Greffe	4	171 400	162 082		162 082	162 082	239 394
Évaluation	5	164 700	136 501		136 501	136 501	111 678
Gestion du personnel	6	42 300	39 198		39 198	39 198	87 681
Autres	7	139 200	129 275		129 275	129 275	86 741
	8	1 455 450	1 496 499	88 532	1 585 031	1 585 031	1 550 682
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 117 200	1 110 413		1 110 413	1 110 413	1 135 385
Sécurité incendie	10	494 670	566 602	112 282	678 884	678 884	636 313
Sécurité civile	11	7 920	21 507		21 507	21 507	237 903
Autres	12	38 000	32 344	10 143	42 487	42 487	52 286
	13	1 657 790	1 730 866	122 425	1 853 291	1 853 291	2 061 887
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 072 500	1 305 721	565 509	1 871 230	1 871 230	1 548 011
Enlèvement de la neige	15	1 315 700	1 311 320	7 100	1 318 420	1 318 420	1 490 020
Éclairage des rues	16	47 300	45 037	3 963	49 000	49 000	50 864
Circulation et stationnement	17	55 500	44 889		44 889	44 889	50 585
Transport collectif							
Transport en commun	18	76 490	76 483		76 483	76 483	63 167
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 567 490	2 783 450	576 572	3 360 022	3 360 022	3 202 647

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	149 933	173 028	6 019	179 047	175 337
Réseau de distribution de l'eau potable	24	151 667	194 070	177 392	371 462	349 117
Traitement des eaux usées	25	81 000	68 761	68 761	68 761	68 930
Réseaux d'égout	26	126 970	116 506	134 075	250 581	209 579
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	196 700	180 678		180 678	172 838
Élimination	28	177 000	163 702		163 702	151 066
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	203 500	156 876	17 157	174 033	182 276
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	260 800	176 002		176 002	212 843
Traitement	32	58 000	46 602		46 602	51 990
Matériaux secs	33	46 400	40 687		40 687	37 039
Autres	34					3 242
Plan de gestion	35	14 740	21 340		21 340	14 718
Autres	36	20 900	17 809		17 809	22 455
Cours d'eau						
Protection de l'environnement	37					
Autres	38	311 710	274 987	984	275 971	277 967
Autres	39	207 200	212 749		212 749	237 729
	40	2 006 520	1 843 797	335 627	2 179 424	2 167 126
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	17 000	10 020		10 020	16 471
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					23 865
	44	17 000	10 020		10 020	40 336
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	716 490	695 243	1 115	696 358	737 700
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	28 990	25 988		25 988	31 572
Autres biens	47					1 000
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	113 040	113 718		113 718	106 181
Tourisme	49	28 220	25 111		25 111	27 346
Autres	50					
Autres	51					
	52	886 740	860 060	1 115	861 175	903 799

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	109 960	129 093	99 468	228 561	228 561	199 687
Patinoires intérieures et extérieures	54	171 380	158 377	9 537	167 914	167 914	196 679
Piscines, plages et ports de plaisance	55	133 400	133 068	12 360	145 428	85 428	92 134
Parcs et terrains de jeux	56	238 140	298 075	69 539	367 614	2 333 262	2 290 160
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	283 840	285 672	57 572	343 244	343 244	367 539
	60	936 720	1 004 285	248 476	1 252 761	3 158 409	3 146 199
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	140 515	142 157	18 439	160 596	160 596	190 234
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	243 160	237 245	2 162	239 407	239 407	338 021
	66	383 675	379 402	20 601	400 003	400 003	528 255
	67	1 320 395	1 383 687	269 077	1 652 764	3 558 412	3 674 454
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	471 783	470 475		470 475	471 975	530 938
Autres frais	70						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72		19 205		19 205	44 269	1 829
	73	471 783	489 680		489 680	516 244	532 767
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74		1 222 651	1 393 348	(1 393 348)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité de Lac-Beauport (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

CPA auditeur, CMA permis de comptabilité publique no A122005
140, Grande-Allée Est, bureau 200
Québec (Québec) G1R 5P7

DATE 2015-06-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	9 852 984
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	9 852 984

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	9 852 984
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>9 852 984</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	335 907		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	30 000		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>365 907</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>9 487 077</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>1 154 842 930</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>1 164 635 130</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 159 739 030</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>9 487 077</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 159 739 030</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	[] [] [] , [8] [1] [8] [0] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1		979 204	348 942
Usines de traitement de l'eau potable	2	35 000	35 365	
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	62 500	913 204	336 120
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 715 000	2 879 955	1 246 918
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			37 213
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		18 121	16 260
Autres infrastructures	11	12 000		
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 000 000	19 705	
Édifices communautaires et récréatifs	14		32 658	267 356
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	138 079	108 209	71 480
Ameublement et équipement de bureau	18	50 000	57 415	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	246 900	257 756	105 422
Terrains	20		2 908	10 000
Autres	21			
	22	3 259 479	5 304 500	2 439 711

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		66 000	66 000
Usines de traitement de l'eau potable	24		35 365	35 365
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		2 898 076	1 300 391
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		913 204	348 942
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		913 204	336 120
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		478 651	454 258
	34		5 304 500	2 439 711

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	14 481 903	2 656 300	1 384 800	15 753 403
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	14 481 903	2 656 300	1 384 800	15 753 403
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	139 424	65 446	66 146	138 724
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	2 875 485	851 300	448 100	3 278 685
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	10 877 134	1 805 000	884 302	11 797 832
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	13 892 043	2 721 746	1 398 548	15 215 241
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	574 460		52 398	522 062
Autres	23				
	24	15 400	16 100	15 400	16 100
	25	589 860	16 100	67 798	538 162
	26	14 481 903	2 737 846	1 466 346	15 753 403
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	14 481 903	2 737 846	1 466 346	15 753 403

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1	25 000	29 434	1 220
Évaluation	2	163 500	135 273	110 240
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	19 640	19 639	
Sécurité civile	6			15 738
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	76 490	76 483	63 167
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	63 000	52 114	51 231
Matières résiduelles	12	14 740	19 968	14 718
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	196 790	196 784	224 896
Rénovation urbaine	19	25 990	25 988	31 572
Promotion et développement économique	20	112 640	113 268	105 731
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	697 790	668 951	618 513

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	9,00	35,00	699 166	132 360	831 526
Professionnels	2	3,00	35,00	160 385	34 309	194 694
Cols blancs	3	19,19	35,00	850 147	190 136	1 040 283
Cols bleus	4	12,84	40,00	694 337	153 901	848 238
Policiers	5					
Pompiers	6	5,14	35,00	266 126	44 672	310 798
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	49,17		2 670 161	555 378	3 225 539
Élus	9	7,00		139 591	27 891	167 482
	10	56,17		2 809 752	583 269	3 393 021

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	347 609	103 130	171 495	622 234
	17	347 609	103 130	171 495	622 234

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	260 533	27		53	260 533	79		105	260 533	131
Évaluation	2	136 501	28		54	136 501	80		106	136 501	132
Autres	3	1 099 465	29	88 532	55	1 187 997	81	12 919	107	1 175 078	133
	4	1 496 499	30	88 532	56	1 585 031	82	12 919	108	1 572 112	134
Sécurité publique											
Police	5	1 110 413	31		57	1 110 413	83		109	1 110 413	135
Sécurité incendie	6	566 602	32	112 282	58	678 884	84	3 865	110	675 019	136
Sécurité civile	7	21 507	33		59	21 507	85		111	21 507	137
Autres	8	32 344	34	10 143	60	42 487	86		112	42 487	138
	9	1 730 866	35	122 425	61	1 853 291	87	3 865	113	1 849 426	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 305 721	36	565 509	62	1 871 230	88	255 729	114	1 615 501	140
Enlèvement de la neige	11	1 311 320	37	7 100	63	1 318 420	89		115	1 318 420	141
Autres	12	89 926	38	3 963	64	93 889	90		116	93 889	142
Transport collectif	13	76 483	39		65	76 483	91		117	76 483	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	2 783 450	41	576 572	67	3 360 022	93	255 729	119	3 104 293	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	173 028	42	6 019	68	179 047	94		120	179 047	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	194 070	43	177 392	69	371 462	95	23 701	121	347 761	147
Traitement des eaux usées	18	68 761	44		70	68 761	96		122	68 761	148
Réseaux d'égout	19	116 506	45	134 075	71	250 581	97	21 594	123	228 987	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	344 380	46		72	344 380	98	7 507	124	336 873	150
Matières recyclables	21	420 167	47	17 157	73	437 324	99	85	125	437 239	151
Autres	22	39 149	48		74	39 149	100	50	126	39 099	152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	274 987	50	984	76	275 971	102	1 318	128	274 653	154
Autres	25	212 749	51		77	212 749	103		129	212 749	155
	26	1 843 797	52	335 627	78	2 179 424	104	54 255	130	2 125 169	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	10 020	172		187	10 020	202		217		10 020	232 28 039
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233
Autres	159		174		189		204		219			234
	160	10 020	175		190	10 020	205		220		10 020	235 28 039
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	695 243	176	1 115	191	696 358	206		221		696 358	236 793
Rénovation urbaine	162	25 988	177		192	25 988	207		222		25 988	237
Promotion et développement économique	163	138 829	178		193	138 829	208		223		138 829	238
Autres	164		179		194		209		224			239
	165	860 060	180	1 115	195	861 175	210		225		861 175	240 793
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 004 285	181	248 476	196	1 252 761	211	329 991	226		922 770	241 159 165
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	142 157	182	18 439	197	160 596	212	3 807	227		156 789	242 1 287
Autres	168	237 245	183	2 162	198	239 407	213	68 589	228		170 818	243
	169	1 383 687	184	269 077	199	1 652 764	214	402 387	229		1 250 377	244 160 452
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245
	171	10 108 379	186	1 393 348	201	11 501 727	216	729 155	231		10 772 572	246 489 680

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		27 600
Charges sociales	2		3 332
Biens et services	3	5 304 500	2 301 472
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	5 304 500	2 332 404

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	100 451	146 938
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	100 451	146 938
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	(75 047)	26 076
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(62 563)
Activités d'investissement	6	(36 091)	(10 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(111 138)	(46 487)
Solde à la fin de l'exercice	12	(10 687)	100 451
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21		
Solde à la fin de l'exercice	22		
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	411 478	441 316
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	411 478	441 316
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	80 737	245 861
Activités d'investissement	27	(291 382)	(275 699)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(210 645)	(29 838)
Solde à la fin de l'exercice	31	200 833	411 478

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

		2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(15 400)	(13 883)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(15 400)	(13 883)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	()	()
Utilisation du fonds général	40	()	()
Utilisation du fonds de roulement	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres	43	15 400)	14 900)
	44	15 400)	14 900)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	()	()
Autre financement	46	()	()
	47	15 400)	14 900)
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	16 100	16 417
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49		
	50	16 100	16 417
Solde à la fin de l'exercice	51	(16 100)	(15 400)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	52	(1 448 760)	(369 725)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		
Solde redressé au début de l'exercice	54	(1 448 760)	(369 725)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	(1 839 198)	(1 079 035)
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56		
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58		
	59	(1 839 198)	(1 079 035)
Solde à la fin de l'exercice	60	(3 287 958)	(1 448 760)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	61	15 689 651	14 065 087
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		
Solde redressé au début de l'exercice	63	15 689 651	14 065 087
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	2 639 652	1 624 564
Solde à la fin de l'exercice	67	18 329 303	15 689 651

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>700 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>700 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>700 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	139 424 9	10	11	12	65 683 13	14	73 741
	15	139 424 16	17	18	19	65 683 20	21	73 741

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 3 □ 7 □ 2 □ 2 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 3 □ 7 □ 2 □ 2 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 9 □ 9 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 7 □ 4 □ 4 □ 4 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 0 □ 1 □ 6 □ 5 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ 0 , □ 1 □ 4 □ 5 □ 3 \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	| 2 | 2 | 8 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| 1 | 6 | 1 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	| 2 | 0 | 4 | , | 0 | 0 | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Déneigement	411,0000	4	
Compensation - immeubles non imposables	,3722	1	
Entretien aqueduc - place d'affaire		4	286 \$ à 8 163 \$
Entretien aqueduc - non résidentiel	58,0000	4	
Dette -réseau aqueduc	207,0000	4	
Dette -réseau aqueduc -pl. d'affaire		4	33 \$ à 11 908 \$
Dette réseau sanitaire	,0010	1	
Entretien réseau sanitaire -pl.d'affaire		4	203 \$ à 6 114 \$
Entretien réseau sanitaire - non résid.	42,0000	4	
Mat. résiduelle pl. affaire		4	670 \$ à 10 960 \$
Mat. résiduelle -non résidentiel	60,0000	4	
Mat. résiduelle -cont. communs	190,0000	4	
Éclairage public	70,0000	4	
CTL dermatite	110,0000	4	
CTL dermatite -affaire	400,0000	4	
Vignette de stationnement	97,0000	4	
Vidange des fosses septiques	90,0000	4	
Vidange des oxyvors	170,0000	4	
Règl. 454 Montagnard	220,0000	4	
Règl. 99-0400-06 Orée Chaum.	810,0000	4	
Règl. 2-110 Vallée	450,0000	4	
Règl. 7-170 Grillons	300,0000	4	
Règl. 3-120 Canton A	215,0000	4	
Règl. 3-120 Canton A	240,0000	4	
Règl. 4-131 1s. Brûlé Fenière	137,0000	4	
Règl. 4-131 2s. Brûlé Fenière	274,0000	4	
Règl. 4-135 tournée	145,0000	4	
Règl. 4-136 Éperon	318,0000	4	
Règl. 5-143 Fenière	370,0000	4	
Règl. 5-144 Godendard	458,0000	4	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règl. 5-146 Sous-Bois	521,0000	4	
Règl. 5-147 Lac-Tourbillon	520,0000	4	
Règl. 7-169 Godendard Herminette	610,0000	4	
Règl. 9-201 Terrasse Domaine	120,0000	4	
Règl. 9-189 Montagnard	600,0000	4	
Règl. 605 Cervin	197,0000	4	
Barrage Lac-Morin	170,0000	4	
Règl. 610 -2 services	4 444,0000	4	
Règl. 610 -1 service	2 020,0000	4	
Lac-Bleu - propriété const.		7	100 \$ + (superficie)
Lac-Bleu -lot vacant riverain		7	25 \$ + (superficie)
Lac-Bleu -lot vacant non riverain		7	10 \$ + (superficie)

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	200	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 65, chemin du Tour-du-Lac
(no) (rue)
Lac-Beauport G3B 0A1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 849-7141
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 849-0361
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rlabrecque@lacbeauport.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Richard Labrecque

Téléphone (418) 849-7141
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 849-0361
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rlabrecque@lacbeauport.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton

Titre Société comptables professionnels agréés

Adresse 140, Grande-Allée Est, bureau 200
(no) (rue)
Québec G1R 5P7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 835-3965
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 835-3975
(ind. rég.) (numéro)

Courriel boucher.alain@rcgt.com

Responsable du dossier Alain Boucher

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Jean Blais , atteste que le rapport financier consolidé de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-06-01 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lac-Beauport consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Lac-Beauport détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 341 452 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,8180 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-06-02 09:09:21

Date de transmission au Ministère : 2015/06/02

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Lac-Beauport

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	12 530 504	11 816 585	12 049 487	2 075 804	13 843 780
Investissement	2	299 770		421 291		421 291
	3	12 830 274	11 816 585	12 470 778	2 075 804	14 265 071
Charges	4	12 391 120	11 605 819	11 991 407	2 213 723	13 923 619
Excédent (déficit) de l'exercice	5	439 154	210 766	479 371	(137 919)	341 452
Moins : revenus d'investissement	6	(299 770)	()	(421 291)	()	(421 291)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	139 384	210 766	58 080	(137 919)	(79 839)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	1 332 993	1 222 651	1 393 348	39 915	1 433 263
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(1 258 300)	(1 349 100)	(1 384 800)	()	(1 384 800)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(15 600)	()	(60 238)	(36 708)	(96 946)
Excédent (déficit) accumulé	12	(184 815)	(84 317)	(81 437)		(81 437)
Autres éléments de conciliation	13	12 414				
	14	(113 308)	(210 766)	(133 127)	3 207	(129 920)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	26 076		(75 047)	(134 712)	(209 759)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2013		2014		
	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé	
Actifs financiers					
Débiteurs	1	2 960 916	2 764 433	2 187 553	2 664 469
Autres	2	99 685	843 614	885 368	162 469
	3	3 060 601	3 608 047	3 072 921	2 826 938
Passifs					
Dette à long terme	4	14 398 499	15 596 402	15 611 402	14 413 499
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5				
Autres	6	4 052 618	6 835 170	7 120 813	4 517 046
	7	18 451 117	22 431 572	22 732 215	18 930 545
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(15 390 516)	(18 823 525)	(19 659 294)	(16 103 607)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	30 158 736	34 069 888	34 233 525	30 325 580
Autres	10		1 228	20 796	31 602
	11	30 158 736	34 071 116	34 254 321	30 357 182
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	100 451	(10 687)	(811 888)	(470 418)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	411 478	200 833	200 833	411 478
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	(15 400)) (	(16 100)) (	(16 100)) (	(15 400))
Financement des investissements en cours	15	(1 448 760)	(3 287 958)	(3 287 958)	(1 448 760)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	15 689 651	18 329 303	18 477 940	15 745 875
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17				
	18	14 768 220	15 247 591	14 595 027	14 253 575

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28		
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29		
	30		
Réserves financières	31		
Fonds réservés	32	200 833	411 478
	33	200 833	411 478

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	
Fonctionnement						
Taxes	1	9 481 872	9 959 035	9 852 984	9 852 984	
Compensations tenant lieu de taxes	2	118 972	119 000	129 454	129 454	
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 053 705	347 500	347 609	347 609	
Services rendus	5	794 827	466 350	729 155	2 523 448	
Autres	6	1 081 128	924 700	990 285	990 285	
	7	12 530 504	11 816 585	12 049 487	13 843 780	
Investissement						
Taxes	8	37 213				
Quotes-parts	9					
Transferts	10	262 557		274 625	274 625	
Autres	11			146 666	146 666	
	12	299 770		421 291	421 291	
	13	12 830 274	11 816 585	12 470 778	14 265 071	

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2014	2013
Administration générale						
Évaluation	1	164 700	136 501	136 501	136 501	111 678
Autres	2	1 290 750	1 359 998	88 532	1 448 530	1 439 004
Sécurité publique						
Police	3	1 117 200	1 110 413	1 110 413	1 110 413	1 135 385
Sécurité incendie	4	494 670	566 602	112 282	678 884	636 313
Autres	5	45 920	53 851	10 143	63 994	290 189
Transport						
Réseau routier	6	2 491 000	2 706 967	576 572	3 283 539	3 139 480
Transport collectif	7	76 490	76 483	76 483	76 483	63 167
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	509 570	552 365	317 486	869 851	802 963
Matières résiduelles	10	978 040	803 696	17 157	820 853	848 467
Autres	11	518 910	487 736	984	488 720	515 696
Santé et bien-être	12	17 000	10 020	10 020	10 020	40 336
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	716 490	695 243	1 115	696 358	737 700
Promotion et développement économique	14	141 260	138 829	138 829	138 829	133 527
Autres	15	28 990	25 988	25 988	25 988	32 572
Loisirs et culture	16	1 320 395	1 383 687	269 077	1 652 764	3 674 454
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	471 783	489 680	489 680	516 244	532 767
Amortissement des immobilisations	19	1 222 651	1 393 348	(1 393 348)		
	20	11 605 819	11 991 407	11 991 407	13 923 619	14 133 698

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3